



La lettre à
LULU



La langue de bois, ça fait vraiment scier

irrégulomadaire satirique N° 88, mai 2015

À poil dans les lampadaires

Le Voyage à Nantes tourne les autorisations. **page 4**

L'ENZADISSEMENT DURABLE

À Notre-Dame-des-Landes, le gel du projet d'aéroport gagne du temps. C'est du gagnant gagnant : la ZAD gagne du terrain d'expérimentation au sein d'un bocage qui ne se priverait pas de déborder les haies de la propriété privée en lorgnant vers le passé des communaux et leurs droits d'usage. Pour l'heure, bois, patates, betteraves, chambre d'hôtes, épicerie : l'utopie se porte bien.



Voltairien de rien Cette bonne vieille haine

Haïr, karcheriser, s'abonner, pourquoi choisir ? Tout à la fois !

UNE fois retombée la vogue de charlmania, retour aux fondamentaux. La presse qui gratte, c'est rien que des emmerdeurs. « Nous avons le droit de contester mais pas de tuer, je veux défendre la liberté de la presse même si parfois nous pouvons la haïr » lâche Jean-Pierre Branchereau, le maire droitiste de La Turballe* avant la minute de silence pour motif de cause nationale. Sans exiger de gilet anti pare-turballe. Saisi par le besoin immédiat de catharsis compassionnelle (euh, t'as écrit quoi, là, 'gzactement ?), Nantes a abonné toutes ses bibliothèques. Tout aussi ému, le président régional Jacques Auxiette a abonné aussitôt tous les 93 conseillers régionaux à *Charlie hebdo*. Ce qui arrive malheureusement un peu trop tard pour y lire le reportage dessiné de Tignous consacré à Notre-Dame-des-Landes**, chez ces zadistes tant honnis par Auxiette qui rêve de les karcheriser***. Mais un élu de droite angevin, Dominique Richard, UDI, a tiqué : « Je hais ce qu'écrit et dessine *Charlie hebdo* », ajoutant pour faire genre voltairien qu'il se battra pour que le journal « puisse paraître comme l'ensemble de la presse d'opinion ». Catho bon teint, tout à sa haine de Charlie, il ne supporte pas le blasphème. Mais on ne l'a pas vu se battre pour une belle cause parutionnelle. L'UMP a embrayé, refusant ces abonnements tombés du ciel, préférant un « jumelage avec des institutions "incarnant le civisme" (régiment, commissariat, tribunal, pompier...) ». Jacques Auxiette a donc pondu le 20 janvier un communiqué, précisant que « seuls les élus qui le souhaitent seront destinataires d'un exemplaire de *Charlie hebdo* (dans le cadre de l'abonnement collectif de soutien qui a été souscrit). Les exemplaires supplémentaires seront adressés au centre de documentation » qui va donc se transformer en salon des refusés. On pourrait transmettre ces journaux aux casernes, aux tribunaux. Et aux commissariats, pour remplacer les bottins d'interrogatoire.

* La Turballe infos, le 10 janvier 2015

** Mais on peut retrouver ses dessins dans *Détachez vos ceintures*, recueil à l'arrache de dessins et BD publiés contre le projet d'aéroport, aux éditions du Kyste en décembre 2013

*** *Charlie hebdo* avait exprimé son opposition au projet d'aéroport à travers de nombreux articles et dessins.

Ma ZAD à la tronçonneuse

Sur la ZAD, le gel du projet réchauffe les utopies. La vie s'enracine. On pourrait dire s'enzadine.

LES zadistes sont vraiment forts. Leur dernière manœuvre, c'est de s'enraciner à coup de tronçonneuse, en exploitant le bois. Exploiteurs ! Il y a déjà 220 hectares occupés et cultivés par les paysans et occupants en lutte. La chambre d'agriculture en a pris acte. Quelques vaches, un élevage de moutons, un verger qui va prendre son temps, des cultures de blé panifiable, de sarrasin, un essai de blé dur, une meunerie qui vient de produire la première farine zadiste. On ne compte plus les potagers. La boulangerie de la Zad enfourne les lundi et jeudi. Des chantiers betteraves, oignons, haricots secs remplissent les sacs. Les récoltes de patates nourrissent les occupants de la zone, alimentent un marché à prix libre chaque vendredi, et fournissent régulièrement les squats de migrants à Nantes, mais ont aussi livré les migrants de Calais ou la Zad de Sivers. Il manquait sur place une épicerie pour les produits secs : le projet est en bonne voie. Des haies sont régulièrement semées pour améliorer le bocage. Le matos agricole, plateaux, charrettes et tout le bazar se répartit au sein du Curcuma, Collectif d'usure de réparation, de casse et d'utilisation de matériel agricole. Table d'hôtes, réservation par courriel*, la « Black Plouc Kitchen » a ouvert à l'automne dernier dans une jolie roulotte, pour dix convives : « C'est fait pour accueillir du monde, changer, montrer la lutte ».

Sortir du bois

Pour montrer de quel bois elles et ils se chauffent, il a suffi de taper dans les arbres voisins. La boulangerie, les cabanes individuelles et les espaces de réunion ont besoin de stères à brûler. Un



texte « Sortir du bois, construire en dur »** expose le programme, après avoir commencé par convaincre les quelques défenseurs forcenés de la nature intouchable qu'un peu d'entretien des haies pour les fagots, et des bois pour qu'ils se régénèrent ne pouvait pas nuire. Lors d'une balade guidée « partage de savoir-faire », des militants des Civam, Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural, ont prodigué des conseils sur l'entretien des haies. En plus du bois de chauffage, les pins douglas et maritimes abattus fourniront du bois d'œuvre, des planches pour refaire des planchers. L'opération a pour nom « Abracadaboïs ». « L'habitat devient plus durable que

précaire. On se projette », disent les zadistes. Une scierie mobile vient cet été du plateau de Milléval, un scieur du coin fournissant aussi matériel et coup de main.

Ça, c'est pour l'immédiat. Mais l'éventualité d'un abandon du projet d'aéroport de plus en plus évoqué ouvrirait une autre bataille. « On ne laissera pas de gros exploitants qui voudront s'agrandir faire main basse sur les terres, arracher des haies, refaire du maïs avec du gros matériel et des pesticides », affirment les paysans du collectif Copain. Les membres plus décroissants du collectif Sème ta Zad ont aussi leurs idées. Bien sûr si la déclaration d'utilité publique est abrogée, il faudra, et ce sera

peut-être le plus compliqué, s'opposer à la chambre d'agriculture (majorité FDSEA) et aux propriétaires qui ont touché les indemnités et revendiqueront leurs biens.

Terres communes

Les discussions vont bon train sur « les communaux », ces pratiques coutumières diverses

héritées du Moyen-Âge, droits et servitudes d'usage collectif sur des prés, bois, marais, bénéficiant aux riverains et villageois de la communauté rurale jusqu'à la Révolution. Des zadistes recherchent l'histoire locale des communaux, mémoire oubliée de terres partagées dépassant les actes de stricte propriété, actes de notaires et cadastre faisant foi. Ce qui s'imagine aujourd'hui, c'est un dépassement de la détentation foncière individuelle, une priorité à l'usage, pas à la propriété. L'hypothèse de « Commune » autogérée prend forme, depuis quelques mois déjà puisque des assemblées gèrent au quotidien divers petits conflits d'usage des routes et des champs entre individus et entre composantes de l'opposition au projet d'aéroport, en forgeant des consensus, des accords. Tant sur l'agriculture que sur l'utilisation des routes ou des chemins. Ils ont des années de pratique et discussions pour organiser des semailles communes entre paysans bio, paysans conventionnels usant de leurs tracteurs et zadistes soucieux de sobriété et de traction animale. Le décor est bien planté, les usages parfaitement enracinés. ■

Jules Refile

*Contact : blackplouckitchen@riseup.net
** <http://zad.nadir.org/spip.php?article2924>

Mise à sec

Comme une histoire commune de communaux

Au 18^e siècle, les premiers capitalistes nantais ont participé à spolier des communaux à Lavau-sur-Loire.

POUR les seigneurs propriétaires de l'Ancien régime, les communaux étaient des « terres vaines et vagues » qu'ils ont voulu récupérer à partir du 17^e siècle en bafouant les coutumes et en spoliant les usages divers : tolérances, usufruits, droit de couper et récupérer le bois mort, les ajoncs et fougères qui servent d'engrais, droit de pâturage, détenus depuis des « temps immémoriaux » sur ces espaces grevés de « droits de communer » contre faible redevance.

La défense des communaux par ceux qui en avaient l'usage a des précédents historiques locaux. Capitalistes fonciers et assécheurs en 1772 des marais de Lavau jugés incultes voire « putrides », Jean-Joseph-Louis Graslin et ses associés se sont affrontés

à l'hostilité farouche des lésés de cette opération entre un propriétaire de la noblesse foncière, Louis-Gilles de Lescu, comte de Runnefau, et Graslin, entrepreneur bénéficiant d'un « afféagement », un genre de contrat de concession. Ces zones humides, alors présentées comme « infectes » et « malsaines », offrent en réalité un fourrage abondant à l'élevage local. On y cultive du roseau, du chanvre dont on tisse de la toile, des sangsues revendues aux médecins. Elles fournissent de la tourbe pour se chauffer (à la fumée mais c'est mieux que rien), sont un terrain de pêche et chasse pour faire bouillir la marmite. Une culture populaire niée par les bourgeois « éclairés » comme Graslin qui prétend apporter une rédemption



à ces cloaques, à transformer en « source féconde de richesse ». Pour lui-même, cela va sans dire, pas comme un bien commun. Les paysans, les riverains, on ne leur demande pas leur avis. Le marais asséché anéantit leurs modes de culture. L'exploitation capitaliste les met à sec : « Ces populations qui vivaient jusqu'alors dans les interstices de la société se voient contraintes, par une forme d'enclosures d'un type particulier, à l'exil, au salariat agricole ou à l'extrême pauvreté. »* Graslin n'a même pas pensé à implanter à Lavau un aéroport. Pas très éclairé, le bonhomme. ■

Jean Lingrat

* Un fermier en bords de Loire. Graslin et l'afféagement des marais de l'estuaire, Arnaud Orain et Samuel Rajalu, Presses universitaires de Rennes, 2008.

Métallo j'écoute

Vinci fout la honte

TROIS jours mi-décembre, les artistes ferrailleurs de l'asso Transformeurs, qui recyclent* des vieux machins de récupé, ont ouvert une vente de meubles, accessoires, colifichets. Un marché de recyclage, mais à entrée payante. Deuxième surprise, Vinci figure dans les sponsors. « Pour rentrer, je passe à la caisse, et j'explique être en désaccord, raconte à Lulu une visiteuse un peu perplexe. Je refuse de payer. Le type à la caisse, look très cool, bohème : "Nous avons hésité à afficher le logo". Je réponds :

"Vous n'avez pas hésité à les utiliser comme sponsor !" Lui : "Ce ne sont pas des sponsors... Bon, soit vous payez, soit vous partez". Moi : "Je pars". Lui : "Je... Je peux vous inviter... Il y a du monde autour de nous... Entrez". Une femme s'énerve, me dit : "Nous n'avons aucune subvention de la ville" ». Ça sert à quoi de frayer avec le capitalisme bienveillant si c'est pour avoir la honte ? Avec des tels faux culs, on n'est pas près de transformeuriser la société. ■

* Si on n'est pas un blaireau, on dit « upcycling ».

Samzunisme

L'antizadisme primaire

C'est même de l'apologie du tousdanslemêmesacisme

MAIRE PS de Saint-Naz', David Samzun a eu une envolée lyrique après les attentats contre Charlie hebdo. Un couplet sur la nation, une louche « pour celles est ceux qui comme moi s'inscrivent dans la tradition de la philosophie des Lumières du XVIII^e et de la Révolution française » et un rien de tous dans le même sac : « De fait, les adversaires de cet idéal national ne manquent pas. L'extrême droite française héritière des ligues factieuses et antirépublicaines des années 30, les

intégristes religieux de tous bords, les zadistes dont certains usent de moyens illégaux en bloquant des routes et agressant des salariés ou des riverains, les régionalistes adeptes de la lutte armée et j'en oublie beaucoup d'autres. » Pour finir par « Aujourd'hui, il est temps de donner de la voix face à tous les extrémismes »*. Pas de détail. Il manque les tritons crétés en colère noire et les limaçons effroyablement radicaux. Amalgame over! ■

* Conseil municipal du 30 janvier 2015

Clap clap L'aide faux cul au docu

Dénoncer loin, OK. Mais plus près, et la ZAD, ça non !

C'est le problème global du réchauffement climatique. Il y a de moins en moins de terres fertiles à cultiver. Ce discours insupportablement alarmiste émane d'un documentaire qui a reçu 25 000 euros de subvention de la Région des Pays de Loire, ce pays où les nouveaux aéroports sont si gentils. Le docu *Nature, le nouvel eldorado de la finance* est signé Sandrine Feydel et Denis Delestrac qui posent des questions comme «Quelle est la valeur d'une plante, d'un mammifère, d'un insecte?» Rien à voir, évidemment, avec le système de compensations envisagé à ND-des-Landes, copié sur le modèle nord américain, où chaque espèce est quantifiée comme une marchandise. Mais il y a des docs qui sentent moins bon à la Région. Le dernier continent de Vincent Lapize a été censuré par l'institution à cause de son sujet trop proche du combat des zadistes opposés à l'aéroport. Le comité d'experts de la Région avait décidé de soutenir le film en lui accordant une aide au développement. Mais Jacques Auxiette, président régional, a refusé de soumettre le dossier aux élus qui devaient voter les aides à la production audiovisuelle et cinématographique, empêchant ainsi tout débat dans l'assemblée régionale. Cette censure avait été dénoncée dans une lettre ouverte signée par 303 professionnels et citoyens. Heureusement pour le film, il a dégoté une aide de la région Bretagne, moins braquée. Pour la post production, le docu a été obligé de faire du financement participatif. C'est le problème du règlement du climat des subventions. ■

Must et remust Le mouflet connecté

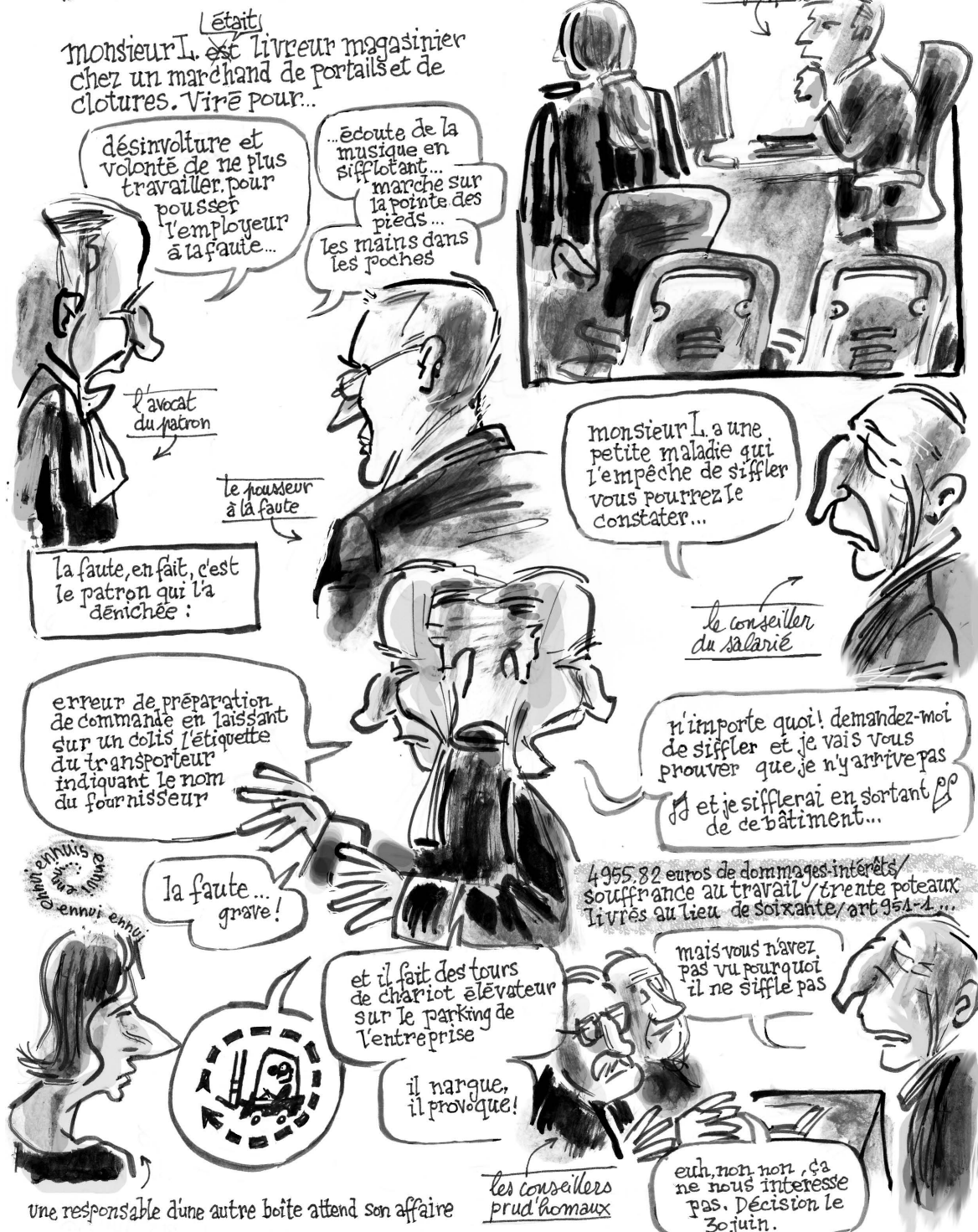
Le budget marmot 2.0.

Pour bébé, on ne peut que craquer. Du blé, en l'occurrence. *Ouest-France** détaille tout ce qu'il faut absolument détenir pour le bonheur *high tech* du poupon et le bien-être des parents connectés. Un média qui a une opinion de la famille telle qu'elle en a fait un mode de gestion du journal ne peut être que de bon conseil. La lecture de l'article dure une minute dix secondes. Et ça coûte 2050,94 euros pour acheter tout: la caméra 360° surveillant la chambre et le petit frère jaloux; la chaussette, connectée aux smartphones des géniteurs, qui donne le pouls, la respiration et la température celsius du peton; une baignoire à capteurs qui affiche la chaleur électronique de la flotte et le poids du gniard sur un écran LCD; une tétine «intelligente» qui gère les médocs à administrer, et le meilleur pour la fin: une poussette dotée d'un port USB avec écran «qui affiche les kilomètres parcourus et la vitesse, au cas où vous seriez tenté par un footing-poussette». La vitesse du landau en temps réel, on s'étonne qu'on n'y ait pas pensé avant. Roulez jeunesse! ■

* «Un kit bébé pour parents geek», *Ouest-France*, le 9 mars 2015

Sifflois aux prud'hommes

NANTES
7 avril 2015



Tu talkes tu walkes Faut pas charlier

Il y a très longtemps, en janvier 2015, l'émotion ça marchait. Nos archéologues ont trouvé les traces.

■ **Manif de voitures de fonction**
L'attractivité internationale de Nantes, c'est bidon. Pour la manif, marche pardon, du 10 janvier après la tuerie à *Charlie Hebdo*, pas un seul ministre d'extrême droite d'Israël à Nantes, pas de dignitaire hongrois infréquentable, de responsable de la mise à genoux de la Grèce ou du Portugal. Rubrique *people*, fallait se contenter d'un super flic local, Jean-Christophe Bertrand, ouvrant la marche précédé par une promo pour Peugeot. Deux 508 rutilantes avec chauffeur, vitres teintées, roulant au pas en amont du directeur départemental de la sécurité publique, brassard police orange, lunettes trempées par la pluie. Une manif précédée par des voitures officielles roulant au pas, c'est nouveau. On n'était pourtant pas dans un enterrement de mafieux. *Lulu* a demandé à un des chauffeurs: «Vous trimblez qui, le préfet?». Réponse du préposé à la conduite lente: «Moi, c'est la police, l'autre c'est la mairie». L'équipe de *Charlie* aurait apprécié à sa juste valeur cet hommage des corps constitués et de l'automobile française haut de gamme. La prochaine fois, fini les manifs, juste des raouïs sous les bois dorés des salons de la préfecture.

■ **Superflic, trajet improvisé**
Petite scène à garder pour la mémoire. Parti de Commerce, le cortège de soutien à *Charlie* rejoint au point de départ les derniers, pas encore partis. Ni une ni deux, Jean-Christophe Bertrand improvise, allonge le trajet. L'itinéraire n'a pas été déclaré officiellement à la préfecture. Tant pis. Va pas être facile de reprocher aux manifs futures de ne pas avoir déclaré leur parcours à l'avance, malgré l'usage constant à Nantes depuis les années cinquante*. Ne dites pas qu'il n'y a que les constants qui ne changent pas d'avis. Monsieur Bertrand pourrait mal le prendre.

* voir «Rien à déclarer», *Lulu* n° 84, mai 2014.

■ **Je suis talkie-walkie**
Toujours le même Jean-Christophe Bertrand. Il avait bien dit: «Ceux qui prennent le risque de s'en prendre aux forces de l'ordre s'exposent eux aussi à des dommages corporels». Il parlait des mutilés du 22 février 2014, éborgnés par des tirs tendus, ciblés, de super flash-ball. En pleine euphorie charlisée, il aurait pu déclarer à propos des assassins de *Charlie Hebdo* un truc du genre: «Ceux qui prennent le risque de s'en prendre aux forces de l'ordre se prendront pan pan cul ferme avec obligation de soin tsoin». Ou encore «Ceux qui prennent le risque de manifester dans la rue prennent le risque d'y laisser un œil». Mais non, il a juste crachoté des ordres dans un talkie-walkie. Tu parles, tu nous fais marcher, Jean-Christophe. ■

* *Mediapart*, 18 avril 2014.

Très chers auditeurs...

Comment enfumer un préfet et engraisser des experts de l'audit. Méthode en une leçon, version petite collectivité pleine aux as.

C'EST un peu comme si l'élu avait pété au nez du préfet. Sommé de résilier un contrat illégal, il a laissé traîner et, une fois les délais de recours dépassés, le préfet n'avait plus rien à redire. L'élu en question, rangé des voitures en mars 2014, c'est l'ex-président de la communauté de communes Cœur d'estuaire, alias CCCE. Une des plus riches de Loire-Inférieure. Président de la comcom pendant sa création il y a dix ans, le divers droite Bernard Moisière a eu le cœur sur la main, ne reculant devant aucun sacrifice pour engraisser les dividendes des actionnaires du cabinet Deloitte et associés France, marque de l'un des quatre plus gros cabinets d'audit au monde. Juridique, fiscal, compta, ces gars-là sont des experts, mais pas les moins chers. De l'ordre de 210 euros de l'heure, plus les frais.

La valley joue au silicium

Pas de radinerie, la comcom a de quoi payer le prix fort, avec des ressources opulentes provenant de la centrale EDF de Cordemais, via la taxe professionnelle, devenue «contribution économique territoriale». En 2010, Moisière fait plancher Deloitte notamment sur un fumeux double parc industriel censé aspirer par magie «de 100 à 200 PME de l'éco-construction», histoire de faire un peu oublier qu'il doit sa fortune au charbon cramé depuis dix ans, pas vraiment l'image la plus écolo*. L'étude a déterminé que Munich était à 3h15 d'avion de Saint-Etienne-de-Monluc, a

déblaté «visibilité» et «effet cluster» et identifié un gisement de 40 clients «très intéressés»**. Le fond d'investissement britannique Proudreed a été chargé en 2011 de la commercialisation des deux parcs rebaptisés «green valley», ça fait toujours mieux que silicium. Et depuis? Ben rien. Rase campagne, à part une pose de première pierre en octobre 2012. L'écococonstruction ou le lieu ou les deux n'étant pas très glamour, les 40 «très intéressés» s'étant évaporés, il a bien fallu, en septembre 2014, que le cahier des charges s'ouvre au tout venant des PME, écolo ou pas, constructive ou non... Trois entreprises seraient en pourparlers.

À votre bon cœur

Le premier marché de «prestations intellectuelles» passé en 2011 avec Deloitte a scoré 1,89 million d'euros HT, petite note grimée à 1,9 million avec une rallonge de rien du tout, un avenant pour couvrir les frais de déplacement des experts. Le marché a été reconduit pour trois ans en février 2014 (juste avant le départ de Moisière) pour à peine plus, 1,928 million cette fois. Le quasi copié collé du marché a prétexté que «des actions ont été engagées au titre de cette mission qui s'achève, certaines d'entre elles n'ayant pas encore été conduites à leur terme».

À trois ans de distance, les appels d'offre ont le même intitulé: «mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour finaliser la mise en place de plusieurs projets et accompagner la communauté de communes dans leur mise en œuvre», comprenant les deux fameux parcs éco-construction, du touristique-culturel, le renouveau urbain autour de la gare, de nouveaux débouchés agricoles...

Le 21 février 2014, un recours gracieux a alerté le préfet, qui a exercé son contrôle de légalité, et demandé au président de la CCCE de résilier le marché. Qu'à cela ne tienne, Moisière s'est engagé auprès du préfet à annuler le marché illégal. Et il s'est carrément assis sur sa promesse! Dans la lignée, son successeur Joël Geffroy a fait pareil, prétendant avoir une autre interprétation des textes que le préfet, demandant un arbitrage pour gagner

du temps et ne programmant jamais au conseil communautaire de voter la résiliation du marché avec Deloitte. L'arbitrage est tombé, relance du préfet le 6 octobre 2014 redemandant d'annuler le contrat. En novembre, peinard, le délai de recours devant le tribunal administratif était passé, et le préfet marron. Chez Deloitte, on a ouvert le champagne, dégusté la bouche en cœur d'estuaire. ■

Ernestine Young

* «Le charbon est vert, c'est nouveau», Lulu n°82-83, décembre 2013.
** Journal des entreprises, le 3 décembre 2010.



Vénalisme aggravé La quête de l'intégral

Comme on n'a pas pu les classer Unesco, on s'est rabattu sur Seveso. C'est bien aussi.

Avec trois sites industriels classés Seveso «seuil haut», il fallait faire quelque chose pour protéger les voisins des risques de fuite de gaz, incendie, explosion, de la raffinerie et du terminal gaz. La directive Seveso date de 1996. L'État a mis du temps à se rendre compte qu'il y avait du monde dans l'bourg. Les riverains sont protégés à retardement. Mais bon, le PPRT, Plan de prévention des risques technologiques de Donges a été torché en février 2014. Nouveauté un an après, servi par un magnifique charabia administratif pour dire aux riverains de la raffinerie qu'ils n'ont qu'à casquer pour des travaux soit-disant obligatoires: un accord a été signé «pour que ces travaux imposés aux riverains des sites puissent être financés intégralement dans la limite de 10% de la valeur vénale du bien ou 20000 euros». Ceux qui ont tout compris gagnent une réduction de la réévaluation cumulative antérieure du taux admissible de pourcentage déplaçonné à prélèvement libératoire forfaitisé. ■

Effet de masque

Apologie du gueule-planquisme

Argh, l'évêché bafoue la loi, les enfants pris en otage...

Les curés versent dans l'apologie de la clandestinité en prosélytant auprès des enfants. «Sortez masqués» est le nom d'une animation à la mi-février au Passage Sainte-Croix, prieuré reconverti culturel, l'Évêché ayant investi 3,3 millions d'euros pour sa restauration en novembre 2010. L'animation pour enfants, 9 euros par tête blonde, «Sortez masqués» évite de peu «Sortez couverts», qui aurait vanté la capote aux pré-ados apprentis nymphomanes. Même pour Mardi gras, «Sortez masqués», monsieur l'abbé, vous n'y pensez pas. Vous risqueriez de bafouer la «loi n°2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public» et ne bénissant pas les dissimulations faciales, fussent-elles bénies oui oui. D'accord, la loi ne s'applique pas «dans le cadre de pratiques sportives, de fêtes ou de manifestations artistiques ou traditionnelles». Mais aujourd'hui, le festif est sous surveillance, la tradition suspecte, et les manifestations sous bonne garde. Alerte les gniards, prévenez les mouffets, détournez-les de ce qui peut les mener devant des juges impies, vils idolâtres du code de procédure pénale. ■

Tu rêves, Herbert?

À poil dans les lampadaires

Accroche-toi à l'ampoule, j'enlève l'autorisation.

Première semaine de mars, le tournage de nuit du prochain clip du Voyage à Nantes, accroche des comédiens à poil aux lampadaires. Un fonctionnaire, cadre municipal dans le civil, passe par là: «Vous êtes malades, vous n'avez pas fait les demandes d'autorisation!». Les apoilistes de réverbères n'ont prévenu personne et s'exemptant de toute démarche officielle. Marrant, le Voyage à Nantes est pourtant la référence, édictant un guide de savoir-faire l'andouille à l'air libre, officiellement «Cahier des charges de la programmation événementielle du parc des Chantiers comme espace d'accueil de qualité pour des manifestations grand public», qui exige des organisateurs «une bonne intégration esthétique de leurs installations afin de prendre en compte la qualité des aménagements du site» (sans prévoir les

cas de viol de mobilier urbain) et exclut tout «soutien aux manifestations revendicatives et à des manifestations à caractère commercial». Les gugusses perchés nus comme des vers sur les réverbères, c'est pourtant bien pour faire passer Nantes pour une ville de fantaisie, héritière du surréalisme, afin de doper le commerce du tourisme. Oublié, le «guide des manifestations dans l'espace public» municipal qui dit qu'on ne peut rien faire sans «courrier au Maire pour faire connaître votre projet» et «une fois votre demande acceptée, un dossier de déclaration de manifestation vous sera adressé, [à] retourner au moins deux mois avant la date de manifestation»... Au Voyage à Nantes dont le site permet de télécharger ce guide, les autorisations, on s'assoit dessus. Ou plutôt on les grimpe. ■

DE L'OMBRE À LA LUMIÈRE



Tagadac tagadac

► Protégeuse de la République

Dites BLPDLRANPLQB&M et non pas « Brigitte Lamy, procureure de la République à Nantes protège les policiers qui blessent et mutilent ». Elle a porté plainte contre les auteurs d'une affichette qui l'a ainsi traitée. Elle a pourtant bel et bien classé sans suite, un an après, les plaintes des blessés de la manif du 22 février 2014, dont trois ont été éborgnés. Tous blessés par la police qui bénéficie ainsi d'une impunité protectrice. Pour les malfrats et les apaches, on chope plusieurs suspects et on fait le tri. Là, rien du tout. C'est pas rien.

► VIP : Vélo Invite Personne

Vélo City débat trois jours du 3 au 5 juin, à la Cité des congrès. Humanitaire, le tarif réduit « pays en voie de développement », n'est que de 500 euros, repas et petits fours compris. Tarif réduit chômeurs : « 200 euros, sans repas, ni prêt de vélo ni soirée de convivialité ». S'ils ont soif, ces va-nu-pieds n'ont qu'à sucer la roue.

► Nécro trouée

Quand il est mort, *Ouest-France* a fait sobre, le 20 avril 2015, pour saluer son ancien salarié : « Pierre Duclos intègre la rédaction d'*Ouest-France* en 1967. Dix ans après, il fonde un périodique, *Le Canard de Nantes à Brest, qui disparaît en 1982*. Éludée sous ce « dix ans après », la plus longue et seule grève du journal, une semaine complète, solidaire de Duclos, viré sans préavis ni indemnité par le pédégé Hutin pour mettre au pas ce journaliste trop indépendant, trop remuant. Hutin peut être tranquille, il ne remuera plus.

► La position du mixtionnaire

Dans l'église, le type a mis un crucifix par terre et pissé dessus. « Pour le parquet de Nantes, il ne s'agit pas d'une profanation, car il n'y a pas eu ni d'inscription, ni de déclaration particulière faite par le suspect. Le délit serait plutôt celui de dégradation d'un monument historique ». Quand les sites réac hurlent, *Ouest-France* détaille la technique imparable du quidam sacrilège : il a habilement opéré « braguette ouverte »* pour uriner. La famille du crucifix porte plainte pour attentat à la pudeur.

* *Presse-Océan, Ouest-France, le 19 février 2015.*

► L'ascenseur à 10000 euros

Sur sa cagnotte parlementaire, Christophe Priou a régalé la fédé départementale des chasseurs de 10000 euros, dix fois plus qu'aux anciens combattants. Chasseur lui-même, Priou est toujours très occupé en période de chasse... « Christophe Priou a, lors de son précédent mandat, siégé au sein du groupe chasse à l'Assemblée nationale. Il s'engage, s'il est réélu, à représenter et défendre les intérêts des chasseurs et de la ruralité » déclarait en juin 2012, au deuxième tour des législatives, le mouvement Chasse pêche nature tradition, appelant à voter Priou. Un soutien chasse l'autre.

Écongestes

Mariette passe pas la semaine

La com interne du département a retrouvé Bécassine. Prises pour des quiches, les employées visées ont posté et riposté.

À u conseil général, les grands chefs ont toujours des idées lumineuses, comme cette campagne écoloïde d'abord intitulée Martine, puis Mariette, visant à « faire passer des messages simples sur des gestes simples » à ces obtus de petits fonctionnaires.

La campagne prévue sur six semaines visait à bien éteindre la lumière en partant, les ordinateurs pareil... Employée de base, officiellement « maladroit et attachante », Martine-Mariette est sérieusement nigaude, voire tarte irrécupérable. Exemple : elle pousse le chauffage d'appoint, enlève son pull, se brûle et fout le feu au bureau. Moralité : demain Mariette mettra un pull. Une autre fois, la femme de ménage, pas plus finaude, se fait enfermer dans le bureau de Mariette en allant éteindre son ordi, pendant que le seau d'eau se remplit dans la pièce d'à côté, déborde, inonde le couloir. Un vigile glisse, se casse la jambe... Double faute : Mariette, plus la femme de ménage. Un vrai catalogue de clichés sexistes contre ces femmes inconséquentes, têtes de linotte, accidentogènes. Ça continue : l'ampoule est restée allumée, la fenêtre béante. Un moustique squatte le burlingue et pique cette gourde de Mariette au matin, lui refilant une allergie maousse et des cloques rouges comme des balles de ping pong. Next ? Bourré de photocopies faites au bureau, le sac de Mariette craque sur un passage



piéton. Déboule un cycliste. Caracolage. Gisant inconsciente, Martine ne peut lire la moralité : demain, faut imprimer recto-verso... La dernière : les vêtements coincés-arrachés par la porte de l'ascenseur, Mariette se retrouve en culotte et soutif devant ses collègues. Moralité : faut prendre les escaliers. Chacun des quatre mille agents a reçu un livret de 14 pages titré « Fais pas ta Mariette : adopte les bons réflexes ». Sur l'intranet « Planet », six vidéos ouvertes à commentaires. Rescapées de l'incendie, de la noyade sur le palier, du chikungunya de bureau et du traumatisme piéton, quelques quiches rebelles ont un brin ironisé sur la campagne... Au bout d'une petite

semaine, panique en haut lieu, machine arrière. L'opération passe à la trappe, plus aucun accès n'est possible, ni aux vidéos Bécassine, ni aux commentaires des amies de Calamity Mariette. Les deux étudiants de l'école de Design qui ont signé ces animations ne comprennent pas le crash : « Nous avons été assez déçus du ton féministe qu'ont pris ces critiques. Si nous avons choisi un personnage féminin, c'est parce qu'il y a majoritairement des femmes dans le service, et sa naïveté et son manque de tact étaient un des moteurs de l'humour développé dans les scénarios ». On est prié d'éteindre toute idée lumineuse en sortant. ■

Marie Honnet

Tour pandable

À la bonne heure

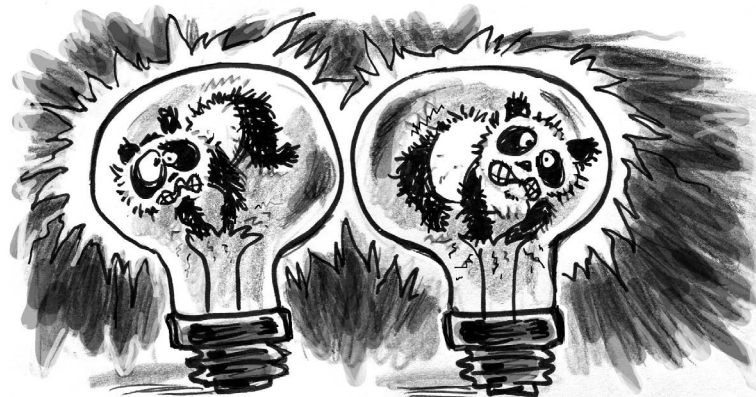
Pour réparer le climat, on l'éteint. Mais on maintient l'éclairage sur les sponsors.

Le 28 mars world wide, et donc à Nantes aussi, une bonne action, une « heure pour la planète », autant dire « Un événement mondial pour lutter contre le

réchauffement climatique », prévient la presse locale. Et ça règle le climat, tout ça ? À Paris, la Tour Eiffel n'a éteint que cinq minutes : « raisons de sécurité ». À

Nantes, pas radins, on a éteint le week-end entier deux ponts, l'hôtel de Ville, des façades et fontaines, en tout 14 lieux gérés par Nantes métropole. Les particuliers ont aussi pu rester une heure dans le noir, histoire de voir. Nantes et sa « durabilité inspirante » (sic!) était dans les trois finalistes (avec Besançon et Paris) de l'Earth hour city challenge lancé par WWF.

Initiée en 2007 en Australie, siglée WWF, cette heure de l'ONG World Wildlife Fund lave plus blanc avec les soutiens financiers de Coca-Cola, la multinationale des cosmétiques Avon, Lafarge, n°2 mondial des cimentiers (la fabrication du ciment produit 5% des émissions mondiales de CO2), les téléphones Nokia, les meubles Ikea, l'ineffable banque HSBC, et la BEI, banque européenne d'investissement régulièrement épinglée pour ses investissements miniers en Afrique, effets désastreux sur l'environnement, paquet de gaz à effet de serre. Mais bon, faut bien se racheter une conduite. L'an prochain, la journée planétaire de promo de la bouffe végan sera sponsorisée par les abattoirs industriels. ■



Comble-la-cul

Gare à l'arrière-train

LILLE, fin mars, le salon international de l'industrie ferroviaire refile au tram-train Nantes-Chateaubriant le prix accessibilité pour le « plancher intégralement bas » des rames et le dispositif « comble lacunes avec les quais » (bouche-trou évitant les pièges à roulettes). L'hommage oublie les usagers, comme cette jeune femme qui a posé à quatre pattes, fesses à l'air, enfin on imagine, la presse n'ayant publié qu'une photo méchamment pixellisée de l'arrière train de la « spécialiste de la diffusion d'images d'exhibition sexuelle - et même de sexe - dans des lieux insolites ». La SNCF veut porter plainte contre ce pourtant salutaire comble lacune, pour rendre sexy les transports en commun. ■

* *Presse-Océan, le 21 mars 2015.*

LATULULULU?

Zingue de parkingue

Presse-Océan, le 13 avril 2015

Un Mirage remonté sur un parking d'hypermarché à Rezé. La vente d'armes fait dans la proximité ? L'avion de combat au rencart, « fleuron de l'armée française », a passé sa vie à balancer des missiles autoguidés pour doper les statistiques de veuves et d'orphelins en Afghanistan, Bosnie, Kosovo, Irak, Libye. Ici, la promo de ce génie français guerrier fait de la retape auprès des chômeurs. Un Mirage, t'y crois, toi ? ■

Retraité pour rien

Ouest-France, le 24 février 2015

Nouvelle catégorie : le retraités bénévoles. Alpaguée par un coup de téléphone lui disant qu'elle a gagné un lot gratos, une vieille dame s'est fait arnaquer, achetant une fortune un canapé et deux fauteuils. Sortie d'affaire grâce à l'« intervention gagnante de retraités bénévoles » d'une association de consommateurs. Avec cette catégorie, on n'attend plus que l'exilé fiscal benévole, et le rentier sans but lucratif. ■

Carbonisé, mais productif

Ouest-France, le 22 février 2015

Ne vous reposez jamais. Trop risqué. « Le désir de travail se réveille par le repos, et cette alternance de travail et de repos fait beaucoup pour la productivité » assène le psychiatre commis pour commenter les parades au burn out. Contre le surmenage, préférez l'épuisement au repos : pas question de faire cadeau de votre productivité à un patron qui vous maltraite autant. ■

Carbonisé, ça baigne

Ouest-France, le 22 février 2015

Toujours cet article mode d'emploi pour « échapper au burn-out », qui est -selon Larousse - un « syndrome d'épuisement professionnel caractérisé par une fatigue physique et psychique intense, générée par des sentiments d'impuissance et de désespoir ». Toubibe dans le civil, l'auteur de l'article a l'ordonnance très commerciale : thalasso à 1060 euros la cure spéciale avec massage indien de la voûte plantaire, et « pour les budgets plus modestes » un simple « bain aux huiles essentielles » en passant un « CD de musique douce ». Il est pas beau, le bout du rouleau ? Thalasso-ramollo-mantra à gogo. ■

Invasion d'étrangers

20 minutes, le 10 février 2015

Le titre claque « Nantes : Les étrangers de plus en plus nombreux ». On pourrait avoir une peur bleue. Mais pas la moindre xénophobie, ceux-là sont bienvenus « aux Machines de l'île ». De braves touristes européens, porteurs de carte bleue. ■

Socio-cul de plomb

À l'Accoord, tout va bien, très bien, très très bien. Revue de détail de cette socioculture du bien-être absolu.

À L'ACCOORD, la direction tient la boîte à pansements à disposition des égratignés de la douleur au travail.

Crescendo depuis 2011, les rapports du médecin du travail et le CHSCT, Comité hygiène et sécurité et condition de travail, attestent pourtant du mal être ambiant. Prévention? Pas question, dit la direction. Les risques psychosociaux doivent autant aux hostilités dans les quartiers populaires qu'au management. Après deux ans de discussions vaines, les élus du CHSCT ont exercé leur droit d'alerte, choisissant fin juin 2014 le cabinet d'expertise agréé Secafi pour mesurer «stress, anxiété, souffrance au travail, surcharge et perte de sens, baisse de motivation, manque d'écoute», turnover des animateurs, grimpée des arrêts maladie, pressions de la direction, «mutations arbitraires», parfois du jour au lendemain. La réforme des rythmes scolaires a accru les pressions sur les animateurs, les plus précaires, pour signer des modifications de contrat de travail. Mais le cabinet d'audit n'a pas pu travailler.

Le risque traîné devant les tribunaux

Ces braves dirigeants ont collé le CHSCT au tribunal. Le 13 novembre 2014, les juges ont curieusement annulé en première instance la délibération de choix du cabinet expert. Les big boss de l'Accoord avaient fait leur réquisitoire: «coût exorbitant» et «demande imprécise qui n'identifie pas clairement les risques» sujets à «appréciation complexe» et à «caractère très souvent subjectif». Réfuter à l'avance les conclusions «pas claires» d'un audit qui doit justement y voir clair, faut le faire. Mais puisque personne ne va mal ici, ou pas assez pour s'en soucier, ou alors au cas par cas... En réunion, la DRH soupire que «ce n'est pas - a contrario des dires du CHSCT et du médecin du travail - un élément prégnant et absolument préoccupant», qu'il faut un «mécanisme adapté à chaque situation» mais seulement quand «le risque est avéré», sous-entendu pas quand on se fait des films. Le médecin du travail reproche à l'Accoord de ne pas entamer la démarche d'évaluation. Les dirigeants ont alors écrit à la hiérarchie du toubib, se plaignant de son «manque d'objectivité et de distance». Au comité d'entreprise, la DRH parle d'«alerte fallacieuse», de «point de vue partiel». Pour les représentants du personnel, c'est un «déli de la réalité des risques psychosociaux». Ce que nie formellement la direction. Le déni du déni, en somme. ■

Annie Mateur

* Le CHST a fait appel.



Mot-clé: recyclé

L'ACCOORD a trouvé une base de repli à Michel Caillaud, candidat PS rétamé aux municipales à Saint-Sébastien-sur-Loire. On l'a recyclé, bombardé chargé de mission «prospective». Un genre de contrat d'avenir, en somme. Comme il ne connaît pas la maison, il passe son temps à interroger tout le monde et à se faire expliquer. L'appel à candi-

dature? Du sur mesure. Les élus du comité d'entreprise ont pu annoncer son arrivée avant que le recrutement ne soit lancé... «Pour engager un gars comme ça, il y a de l'argent, alors qu'on nous fait la leçon sans arrêt sur notre gestion, les taux d'encadrement», dit un directeur d'équipement de quartier. Sans le moindre respect de la prospective. ■

Une gouvernance resserrée

Un staff à trois têtes, c'est un genre de dragon management ou quoi?

UN quart de perte dans les hautes sphères. Jusqu'alors auto-nommée «DG4», direction générale à quatre (le DG, deux DG adjoints et la DRH*), ce sommet est désormais DG3. Victime de la guerre des sous-chefs, le DG adjoint Jean-François Hervouët, ex-directeur par intérim en 2010, a été débarqué, poussé vers une formation en DRH, la plus longue possible (mais toujours dans les murs). Son rival, lui-aussi DG adjoint, Matthieu Thiébault, se prendrait volontiers pour le boss mais ses subalternes le considèrent plus comme leur ministre de l'Intérieur: «Gros égo, jalousie tenace». Vus les trajets de Sarko et de Valls, ça peut être une bonne stratégie. Sur les réseaux sociaux, il se présente comme «chargé de la conduite du programme stratégique» et «responsable hiérarchique des cadres de direction».

Little big boss depuis janvier 2011, mis à disposition par les Francas, Philippe Deplanque est plus vu comme super chargé de mission aux relations extérieures.

«Pas vraiment d'autorité, débordé, manipulé», dit un salarié. Troi-

* Au Lieu unique, directeur général, directeur administratif et dircom se nomment eux-mêmes «stratégés». C'est bien aussi.

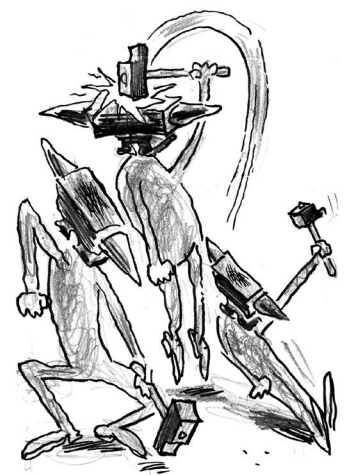
sième pilier de la DG3, Caroline Houalet, DRH, confond cheffe du personnel et usage personnel. En janvier 2014, son compagnon, Yannick Vignon, est embauché comme chef vacataire au service com'. CDD d'un an, renouvelé en janvier 2015. Pas officiellement d'espionnage de proximité au bureau dans son profil de poste. Et le fiston a aussi été employé deux étés pendant deux mois, aux ressources humaines: «Lors du dernier CE et sur le sujet des critères d'embauche, les élus ont été indignés des propos tenus par la DRH qui, pour se défaire de ses responsabilités concernant l'embauche de son fils au sein de son service, accuse la secrétaire du CE d'avoir les mêmes pratiques au bénéfice de son environnement familial en ayant embauché sa nièce à l'Accoord. Il est assez insupportable d'avoir à subir ce type d'accusation, d'autant que la secrétaire du CE fait valoir qu'elle n'a qu'une nièce, qui a six ans et qu'elle habite Grenoble». On attend de voir quel job on va trouver au chat des Houalet-Vignon. ■

Eric Schloug-Dounoufène

Ressourciers les plus mal chaussés

TENSIONS aux services généraux, aux RH, au service communication de l'Accoord, 750 salariés dont 50 cadres, association qui a délégué de service public de la ville de Nantes pour les accueils et séjours de loisirs.

Un salarié en arrêt maladie long, pour burn out aux ressources z'humaines, où 80% des salariés s'occupent des payes. Dans le service de la si pugnace DRH, réputée «stratège des bruits de couloirs», ça ne va pas si fort, avec «un personnel à flux tendu à l'année (...) stressé, inquiet, et craignant de s'exprimer sur leurs conditions de travail». Réponse officielle: un emploi d'avenir à temps plein et «une attention particulière aux salariés de ce service». La DRH reconnaît, déplore «le nombre de contrats de travail, de CDD, leur



morcellement qui étouffe le service RH», mais elle n'y serait pour rien, plaidant un phénomène antérieur à son arrivée dans la boîte, où elle est quand même en poste depuis quatre ans... Innovation sous son règne, le recours à Médi-services, une boîte d'Arles de contrôles surprises des salariés en arrêt maladie, facturés 150 euros le contrôle, substitué à la Sécu pour traquer les prétendus tire-au-flan. D'après les élus du personnel, ça n'a servi qu'une fois contre une salariée indocile. Le reste du temps, ça sert d'arme de dissuasion. La peur, c'est le meilleur logiciel de management. ■

*Compte rendu du comité d'entreprise

Nantes accueille

Traumato ketchup

HELGA Sobota, la nouvelle directrice de la culture bicéphale, Ville de Nantes et Nantes Métro, débarque avec une réputation lourde. Sociologue de formation, spécialiste du crime passionnel, passée par Grenoble, le département de l'Ardèche et Rennes (de 2010 à 2015), où son passage comme cheffe a laissé un sillage douloureux, et le traumatisme d'un cadre du service pendu dans

son bureau, le 14 juin 2011, au bout du rouleau à trois mois de sa retraite. Les cégétistes de l'Ardèche se souviennent aussi que quand un cadre de son service a harcelé une subalterne, Helga Sobota a commencé par nier, défendant de fait le cadre. Et avoir participé à des colloques sur «les nouvelles figures de la dangerosité», c'est pas le meilleur truc pour rassurer son monde. ■



Happifiou Vogue la saucisse cocktail

LE Voyage à Nantes propose des Livrées de trois heures, voire trois heures trente, sur l'estuaire: Nantes-Cordemais et retour sur une vedette louée pour la soirée. Croisière privative pour les VIP d'une société, «cocktail dinatoire» à bord, minimum cent personnes, «à partir de 96 euros» par tête de pipe. Ah bon, on peut payer plus? Sachant que la même vedette offre au prix public une virée de Nantes à Saint-Naz' pour 35 euros par tête, mais sans casse-croûte, on se dit que pour 54 euros de petits fours, on doit pas avoir que des canapés au bouchon vaseux. ■

Fessée à Lulu Rencontre du 9^e type

À PROPOS des adeptes de l'ennéagramme*, cette divination thérapeutique à base d'étoile ésotérique à neuf pointes, Lulu a nettement manqué de GPS. Hexafor, une de ses officines, n'est pas basée à Orvault mais à Nantes. On ne peut pas toujours être à la pointe de la précision. Ce qui dessine illico le profil psychotique de Lulu, selon l'«ennéatype 8»: «Pour s'en sortir, le type 8 apprend à ne pas tenir compte de la réalité». ■

* «Ennéagramme: ça soufi comme ça», Lulu n°86-87, novembre 2014

blablabaratin

Conseils nantais pour le dialogue lyophilisé

Paraît que tous les ans, il y a de plus en plus de cons. Parfois on voit débouler aussi les cons de l'année prochaine. Pareil pour les conseils en tout et rien.



ARTISANS et partisans de la participation citoyenne participative dialoguante sont d'accord. Normal, c'est les mêmes. Pendant la campagne électorale, ils ont admis que les machins tant inventés et vantés à Nantes depuis 1996, ben c'était du vent. Bien aérés qu'on était, on se dit que si toutes ces structures, c'était nul, on oublie tout. Ce qu'il nous fallait, c'est du neuf. Ce sera fait. Les nouveaux bons conseils feront de bons nouveaux amis.

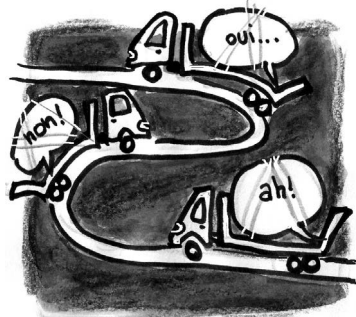
T'es conseil ou quoi ?

De mai à décembre prochains, la création des comités Théodule, ça y va: un conseil des usagers de l'espace public (mai), un conseil métropolitain des acteurs économiques (avril), un conseil nantais de l'égalité femmes/hommes (septembre), un conseil nantais de la réussite éducative (septembre), un conseil nantais de l'accessibilité universelle (juin), un conseil local en santé mentale (juin aussi), le bureau des projets de la vie associative (dernier trimestre), un conseil de la nuit (automne). Autant de machins à ajouter à ceux déjà en place. Récapitulons: on a déjà onze conseils de quartier (rebaptisés rendez-vous citoyens), un conseil nantais de la jeunesse, un conseil nantais pour la citoyenneté des étrangers, un conseil nantais des personnes handicapées, un conseil nantais de la biodiversité, un conseil de développement, la commission consultative des services publics locaux et le conseil local de sécurité de prévention de la délinquance de l'agglomération... On en oublie certainement. Sans parler du débat à tiroirs sur la Loire, tiroirs escamotables disent les mauvaises langues, et bientôt un autre débat sur la transition énergétique en 2016.

Alerte pipi violon

Les concertations, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît. Pendant la campagne électorale, on avait cru Philippe Audic président du conseil de

développement de Nantes Métropole (un genre de courroie de mission de consultants à titre consultatif) quand il balançait: «Il est temps aujourd'hui de réinterroger le concept de participation et sans doute de le dépasser. À force de demander leur avis, les citoyens aimeraient qu'on puisse de temps en temps... en tenir compte. Dans le cas contraire ils en ressortent encore plus frustrés»* qui enterre ce qui se faisait jusqu'alors, simple urine collective dans un violon. À croire qu'une fois Johanna Rolland élue, on est passé de l'horreur au bonheur. Pascale Chiron fait le même verdict: le dialogue citoyen façon Ayraut? «Trop compliqué, trop lourd, trop verrouillé». En 2012, Pascal Bolo, alors adjoint «aux finances et au dialogue citoyen», devenu premier adjoint, se félicitait pourtant: «Les ateliers citoyens remportent un fort taux de satisfaction pour la qualité des échanges et leur impact sur les politiques publiques concernées»**.



Il mentait? L'adjoint dialoguiste ajoutait que «la Ville passe commande d'un éclairage, celui de l'expertise d'usage (...) associée à celle des services conjugée à l'expertise politique. C'est la marque de fabrique du dispositif nantais (...) Les ateliers constituent une offre qualifiée et spécifique du dialogue citoyen pour coproduire les politiques publiques»**. Malgré le baratin, on comprend tout: c'est bien, mais quand même assez nul, pour pas dire une vraie machine à frustration. Pas facile de renier le passé dans la continuité. Philippe Audic concédait même que «la multiplication des "conseils" de toutes natures traduit souvent la réponse

d'élus désespérés face à une abstention électorale en progression». On va pourtant en créer sept en sept mois.

Respiration offerte

En 2004, à Grenoble, le Manifeste de la coordination nationale des conseils de développement, dont fait partie Audic, avait promis que la démocratie participative devait être refondée et qu'il fallait «offrir une nouvelle respiration démocratique». La même année, Lulu fait sa une sur le «piège à consultatifs»***, citant le bouquin du sociologue Mathias Le Galic, où les cadres municipaux reconnaissent eux-mêmes «l'échec des dispositifs». Mais on a continué à chanter les louanges du dialogue qui gardait si bien les vaches.

Tout avait bien commencé par les comités consultatifs de quartier lancés à Nantes en 1996, suivis d'un forum d'acteurs en 1997, puis des carrefours des citoyens, du conseil nantais pour la citoyenneté des étrangers, celui de la jeunesse, des handicapés, les ateliers climat, les panels citoyens, les ateliers du développement durable, les ateliers du déplacement. Du bidon, tout ça, et de moins en moins fréquenté reconnaissent les partisans de cette consultation descendante. La Charte du dialogue citoyen, ça n'aura pas été bien mieux. On a entre-temps passé à la trappe le conseil consultatif nantais de l'environnement. Mais il va revenir, sous un autre nom. On ne dira jamais assez les vertus de la phoenixitude des conseils. Il manque pourtant un conseil supérieur nantais pour la plomberie de terroir, un conseil inférieur pour le bonheur raisonné, sans viande et sans remords, un conseil consultatif pour le recyclage pro-actif du bouchon vaseux dans l'industrie multinationale de proximité. ■

* Médiapart, le 15 février 2014.

** Entretien avec Pascal Bolo, adjoint aux finances et au dialogue citoyen, Cahiers d'évaluation des politiques publiques n°6, novembre 2012.

*** Lulu n° 47, décembre 2004.

Balle trappe

T'as pas cent balles ?

La croissance est repartie : les fournisseurs de gilets pare-balles croulent sous les demandes.

Les flics municipaux sont désappointés. On ne va pas doter les agents du stationnement de gilets pare-balles! Alors qu'à Lille, ils en ont. Bouh, c'est pas juste. Pourtant, le syndicat FO nantais a pleuré dans le gilet de la presse, tout en vantant ce justaucorps busto-protecteur «utile pour les projectiles, coups d'armes blanches, coups portés, chutes, agressions et surtout considération du métier d'agent de stationnement en uniforme sur la voie publique»*. C'est vrai que les poseurs de PV sur les pare-brise seraient vraiment considérés qu'ils les pare-brisent menu. On apprend ainsi que le gilet

pare-balles protège l'agent qui se casse la gueule en se prenant le pied dans le trottoir. Tout ça manque d'ambition: il faut les équiper d'hélicoptères de combat. Ça protège quand même mieux des coups de soleil, si on a des vitres teintées.

Le problème, c'est que les flics municipaux nantais ont déjà des gilets pare-balles, notamment fournis en juillet 2012 pour un montant de 30578 euros, commandés à la société lorientaise ESDT. Bientôt deux gilets l'un sur l'autre? Trois? Nantes serait la première ville où les PV sont collés par des Bibendum. ■

* Ouest-France, le 7 février 2015.

Domagogie

Si les ptits cochons

TROP d'incivilités et de traînants dans les cages d'escaliers. Johanna Rolland, bourgmestre de Nantes, annonce l'ouverture d'une maison de la tranquillité publique d'ici fin 2015, traitant des «questions essentielles (troubles de voisinage, squat...)». Une maison pour lutter contre l'occupation de maisons vides, c'est plein de sens, ça. On avait déjà fermé les maisons de tolérance, on a déjà une villa-déchets devenue déchet, une maison d'arrêt gérée par Bouygues, voilà-déjà la sécurité tente la recette maison. En paille, en bois ou en pierre? ■

Miroir, mon beau miroir

UN an après son avènement, notre chère mairesse Johahanana Rorollanland fait son bilan et annonce l'«ouverture d'un miroir d'eau», claironnée haut et fort, classée dans la rubrique «Rayonnement métropolitain». Cette histoire de miroir, c'est Métropoli pour être honnête. ■

Nous cassez pas les urnes !

ON peut s'amuser à organiser une élection avec urne, iso-loir, panneau d'affichage et même «pupitre orateur». Pour les assos 1901 enregistrées à Nantes ou organisant leur truc à Nantes, c'est gratuit, précise la décision n° 204-286 DEC du conseil municipal nantais du 19 décembre 2014. À vote bon cœur, m'sieur dame! ■

Débat citoyen sur la Loire



Vigichampi

Sur les marchés de plein air, les champignons peuvent être vénéneux, poisonnoïdes, nocifs, phalloïdes, voire grave-mement mortels. Pas de panique, des agents municipaux «ayant fait valider une formation diplômante en mycologie» veillent à

la corolle et au chapeau douteux. Le 19 décembre 2014, le conseil municipal a réévalué ces champivigiles qui touchent désormais 21,98 euros brut par jour, «dans la limite des butoirs juridiques». Faudrait être buté pour accorder plus. ■

LATULULULU?

Serpent bombe

Ouest-France, le 11 mars 2015

Un serpent albinos découvert « au milieu des bouteilles et des briques de lait » au centre de tri dont l'exploitant y voit « un indice supplémentaire des incivilités auxquelles les agents se trouvent confrontés ». Civil, tu tiens ton boa en laisse. Incivil, tu le refiles aux

éboueurs. Le même jour dans le chenal de l'estuaire, la drague ramasse une bombe américaine « apparemment en parfait état de marche ». Mais là, pas de l'incivilité qui tienne, c'est du militaire, et les bombardeurs étaient nos alliés. Thanks, old chaps! ■

Les anti-tout immanquables

Sports.fr, le 14 novembre 2014

Le titre claque : « Nantes-Anti : trop de tirs immanquables ratés ». Qu'est-ce ? Sans doute un constat consternant, la police raterait trop de tirs de super flash ball contre les manifestants anti-tout, donc anti-Nantes. Pourtant les dégâts, nez et yeux mutilés à vie prouveraient le contraire. En fait non, c'est juste Thierry Anti, l'entraîneur du club de handball qui râle contre ses joueurs. Une solution : un stage avec la BAC... ■

Écran noir

Ouest-France, le 20 février 2015

Les surveillants de Saint-Herblain en ont marre. Les 13 préposés municipaux aux écrans de vidéosurveillance du « centre de supervision urbain » menacent de mettre en grève les 20 caméras qu'ils sont payés à reluquer, et les 160 alarmes des équipements publics de la ville. Le syndicat Sud dénonce les « missions trop nombreuses, mal définies, et sans renfort humain, difficiles à assurer ». Ils ne demandent même pas d'écran pare-balles. ■

Le chaland qui passe

Ouest-France, le 19 mars 2013

Il y en a qui ne manquent pas d'air. En escale à Nantes, un pont d'Air France déclare que si NDL se fait, la compagnie ne créera pas de nouvelle ligne : « Ce n'est pas un aéroport qui crée le trafic ou les lignes. On regarde le marché, les zones de chalandise : nous allons là où il y a des passagers ». Le zadiste n'a pas l'air d'être dans la cible marketing. ■

À flux entendu

Ouest-France, le 29 décembre 2014

Titre : « Camionnette folle à Nantes. Le conducteur n'est pas audible ». Le chauffard du marché de Noël a du choper une extinction de voix. Mais non, il est juste soigné à l'hosto et la police peut pas lui causer. France 3 a préféré « pas auditionnable ». Rappelons que le vrai mot français est non-interrogatoire. ■

Karcherisons La Baule !

La Turballe infos, le 10 janvier 2015

À La Turballe, rituel des vœux à la noix. Micro à Yves Métaireau, président UMP de la communauté de communes Cap Atlantique et maire de La Baule. Hmmm. Il commente l'attentat à Charlie hebdo : « Nous, les élus, nous sommes inquiets de cette situation qui préfigure une guerre en France, mais comment peut-on faire autrement quand

on a six millions de musulmans en France ? La communauté musulmane a bien du mal à s'intégrer, notre pays n'a jamais connu un 11 septembre français aussi lourd. » Et hop tout le monde dans le même sac ! Un comble : le cacique baulois de la communauté de communes fait dans l'anti-communautarisme primaire. ■

Ami du chiffre d'affaires

Presse-Océan, le 9 décembre 2014

Médaille d'argent seulement. Au palmarès des villes « business friendly », sorti du chapeau de l'institut Opinionway, Nantes n'arrive que deuxième derrière Bordeaux. Un affront. Pour se refaire, on attend le classement bobo friendly (la compétition est rude), flashball friendly (mais tout le monde s'y met), ex Premier ministre friendly (galvaudé) ou attractivity-compatible (label truqué). Reste toujours éléphant-à-roulettes friendly. ■

À genoux sur le frein

La Baule+, février 2015

Le gratuit baulois remporte la palme de la question impertinente. Le journal a eu l'audace d'interpeller vertement un ponte des palaces Barrière, d'un : « L'image d'excellence et haut de gamme de vos établissements ne constitue-t-

elle pas un frein vis-à-vis des personnes qui surestimerait les prix et n'oseraient pas entrer dans un hôtel ou un restaurant ? » Quel manque de respect. Surestimer les prix. Ce journaliste a vraiment une imagination sans frein. ■



ON bazarde ! « La bibliothèque universitaire de Nantes jette chaque trimestre des milliers de livres en très bon état, autour de 10 000 par an », estime un habitué des lieux. Chaque jour, des chariots pleins

Taux d'autodafé

Abus de rebuts à la BU

Une bibliothèque qui brûle, c'est pas un vieil Africain qui meurt, c'est le lot quotidien de la BU nantaise.

de bouquins en parfait état, pas uniquement dépassés ou abîmés, partent au pilon, en l'occurrence les flammes de l'incinérateur Veolia. Prétexe : manque de place, consultation insuffisante. Le gâchis est important malgré le tri et des dons - une infime partie - à l'ONG Bibliothèques sans frontières, souvent choisis sans discernement : des Africains vont écoper de livres d'histoire sur des régions françaises, alors qu'on aura brûlé ici-même des atlas africains. Et pas question de refiler ces livres écartés aux étudiants, voire de leur revendre à petit prix. Pourtant, d'autres facs (Lille, Annecy, Pau...) font des braderies... À Paris VII,

16 000 livres au rebut ont été donnés en 2010. À Nantes, paraît que ça serait impossible pour cause de contraintes juridiques. « Aucun livre utilisable n'est détruit. La plupart de ceux qui ne sont pas abîmés sont redistribués à Bibliothèques sans frontières, répond la présidence de l'Université qui n'a pourtant pas de chiffre à fournir. Mais une braderie est à l'étude. C'est une question d'organisation, pas juridique. Les esprits évoluent... ». Une braderie envisagée à long terme, ça sert à dire qu'on ne fait pas rien. Euh m'dame, pour emprunter un livre sur Fahrenheit 451, vous avez des gants ignifugés ? ■

Edmond Ntag

Stupéfiant

Un DU présumé innocent

La fac de droit s'associe à une boîte à fort risque de répute.

LES collectivités sécuritaires enseignées à l'université, premier raté. Le 16 décembre 2014, le conseil de l'université donne pourtant un avis favorable au DU, diplôme universitaire en formation continue dit SPPR, « Sécurité publique, prévention des risques et collectivités territoriales », facturé 3 788,10 euros aux étudiants. Démarrage prévu en janvier, mais rien n'a démarré, faute d'un minimum de 15 candidats, explique son responsable Éric Mondielli, prof de droit à la fac : « Pour s'autofinancer, il faut un minimum de candidats inscrits. Ce n'est pas pour perdre de l'argent. » L'université réduite à la loi de l'offre et la demande, en somme ? « Si on veut, mais c'est plutôt un seuil de viabilité. »

Ce diplôme prévoit 516 heures d'enseignement, monté en « partenariat d'ingénierie » avec une officine privée basée dans le Morbihan, Forensic Consulting France* qui, à lire l'habilitation du DU, « assure la moitié du volume horaire des enseignements ». La plaquette de présentation arbore le logo de Forensic et ses coordonnées, au côté de celui de l'université. C'est du commerce ou quoi ? Problème : un des deux cogérants de cette boîte de sécurité est salement mouillé dans une affaire judiciaire, mis en examen pour « complicité de trafic de stupéfiants et aide au séjour irrégulier » : l'expat Gérard Gautier est accusé d'avoir mis en place, avec des gendarmes du Groupement d'intervention régional qu'il dirigeait, « un trafic de stupéfiants entre les Comores et Mayotte via leurs indics en situation irrégulière et moyennant leur régularisation »**. Éric Mondielli répond à Lulu : « Je ne suis qu'universitaire... Je ne connais pas ce monsieur, qui ne fait d'ailleurs plus partie de la société Forensic. » Faux. L'associé plombé par l'histoire saumâtre n'a pas démissionné, il figure toujours comme co-gérant de la société au greffe du tribunal de commerce de Vannes***. « Oui, Forensic était envisagée dans la convention, mais elle n'a pas été signée, explique Mondielli. À l'avenir, on envisage de passer des contrats personnelle-

ment avec des vacataires. Mais pas pour les raisons que nous m'indiquez, juste pour des facilités administratives de gestion. » C'était notre exercice pratique « prévention du risque réputationnel ». ■

Eugène-François Viducq

* Le laïus commercial de la boîte sur son site : « Réactive, composée de sachants, sans contrainte de déplacements ni de temps, l'organisation de notre société permet de répondre très rapide-

ment à des demandes urgentes et sait se mettre en capacité de prendre en compte des dossiers complexes par l'activation de son réseau de professionnels. » ** Assombri par la mort d'une jeune fille par overdose, une lycéenne de 18 ans, l'affaire de de drogue impliquant les gendarmes de Mayotte a fait un peu de bruit : France 3 Mayotte (1^{er} juillet 2013), Le Point (17 juillet 2013), France 3 Bretagne (26 novembre 2013), Profession gendarme (9 juillet 2014). *** Extrait K Bis actualisé, 21 avril 2015.



Qui ça ?

Ont œuvré à ce numéro : Anis Maresque, Sophie Nasri, Fred Crayon, Jules de chez Smith, Anne Honnie-Mousse, Bill Guest, Warren Bouffé, Nicolas de La Casinière, Bernard Héron, Hurlu Beurlu.

Directeur de publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.



Tirée à 3 250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, redistribués, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
email :

chèque à l'ordre de
La Lutte à Leuleu
11 rue des Olivettes
44000 Nantes